

## **Information express sur les contenus des rencontres avec le Ministère dans le cadre de la préparation de la loi recherche : informer, débattre, rassembler, intervenir au plus vite.**

*Le formidable mouvement lancé en 2004 par la pétition SLR a fortement porté en avant des exigences de repenser et de relancer dans notre pays une ambitieuse politique de recherche et d'enseignement supérieur. Le gouvernement ne cesse de freiner la prise en compte de ces aspirations qui contreviennent aux logiques qu'il entend mettre en oeuvre dans l'ensemble de la société : mise en concurrence des établissements, réduction de la dépense publique notamment dans les secteurs directement d'intérêt public et non marchand,...*

*C'est après de longues listes de signatures au bas des pétitions, après de nombreuses manifestations qu'il a dégelé les crédits 2002 et 2003 et amorcé une timide remise à niveau des crédits.*

*Aujourd'hui, le gouvernement évite encore de s'engager sur une programmation pluriannuelle des budgets et des recrutements. Les annonces pour 2006, après une année 2005 quasi blanche ne sont pas suffisantes pour lancer une dynamique nouvelle de recherche et d'enseignement supérieur à la hauteur des enjeux de connaissances et des besoins.*

*Le 4 mai, le gouvernement a pour la première fois, après de multiples manifestations et démarches syndicales, ouvert aux organisations syndicales la porte à des discussions sur l'ensemble des problèmes et sur certaines dispositions qu'il entend faire figurer dans le projet de loi qu'il annonce. ( et reporte de mois en mois).*

***Nous ferons le point sur ces textes dans nos instances, avec l'intersyndicale au plus vite afin d'en débattre avec l'ensemble des collègues, d'interpeller en force le Ministre à partir de ces réactions, réponses et propositions dès ce mercredi 11 Mai.***

***Dernière info : Lundi de Pentecôte, 16 Mai, appel à la grève de la FSU et des 4 fédérations de l'Education, de la Recherche, de la Culture***

Les documents joints nous ont été transmis mardi soir quelques heures avant la rencontre. Ils démontrent que c'est encore une recomposition libérale du système de recherche que le gouvernement tend à imposer. En cherchant à diviser le mouvement, à mettre le SNESUP et l'ensemble des syndicats devant le fait accompli, il prétend évacuer les exigences développées par la communauté scientifique

**L'Agence de financement (ANR)** créée cette année voit en 2005 et 2006 ses crédits à la hauteur de 300M d'euros ... au détriment des organismes et des universités dont les moyens globaux (crédits + postes : dont les 3000 annoncés par Raffarin ne seront créés qu'en septembre 2006... pour un coût de 60M) n'augmenteraient que de façon réduite (à savoir 330M) : [RTF](#) et [PDF](#)

**Les dispositifs d'évaluation**, qui pour certains clarifieraient les dispositifs actuels (opacité de la mstp, multiplication des experts ) s'ils étaient conçus pour une composition démocratique et transparente... sont privés dans les textes actuellement communiqués de toute légitimité élective. N'est pas mentionné cet acquis essentiel de la parité A et B. Le projet met en cause (sans les nommer) les instances actuelles (CNU, Comité National, CNESER), alors qu'il s'agit de les transformer dans le sens d'articulations nouvelles, d'une activité transparence démocratique [RTF](#) et [PDF](#)  
Et [RTF](#) et [PDF](#)

**Les PRES**, la visée première des textes nous semble d'aller vers une refonte de la gouvernance des établissements tant des Universités que des PRES créés... et pas vraiment de développer de manière démocratique, volontaire et cohérente les coopérations et synergies entre universités et organismes [RTF](#) et [PDF](#)  
Et [RTF](#) et [PDF](#)

d'autres questions font l'objet de textes pas encore communiqués. **Sur la modulation des services** : il apparaît que le gouvernement refuse la mesure d'allègement initial d'un demi-service pour tous les nouveaux MC... au profit de mesures sélectives, étroitement ciblées, établies au niveau des établissements selon des thématiques choisies. La réduction du service d'enseignement pour tous les enseignants du supérieur, actée à Grenoble, est totalement ignorée.

**Plus que jamais, informer débattre, discuter, avec le plus grand nombre de collègues, intervenir dans toutes les instances, interpeller les présidents, organiser des moments forts à destination des collègues, du public, de la presse dans les ACTIONS CAMPUS EN COLERE, préparer l'initiative majeure du 20 MAI : JOURNEE NATIONALE pour la recherche et l'enseignement supérieur.**